

Les élus SNES-FSU déplorent les multiples dysfonctionnements qui affectent en ce moment la passation des épreuves écrites et orales du baccalauréat.

Ce fut d'abord l'épreuve de DNL (discipline non linguistique), qui a donné lieu à la convocation de professeurs sans certification complémentaire (donc non qualifiés) puis à la convocation le samedi soir pour le lundi matin de nombreux autres examinateurs. Les candidats ont donc dû souvent attendre de longues heures, voire, être reconvoqués à une date ultérieure. Certains n'ont eu qu'un professeur sur deux dans leur jury.

Maintenant, ce sont les épreuves anticipées de français orales et écrites qui, en raison d'importants problèmes d'organisation, amènent les jurys à faire leur travail dans l'urgence, le surmenage et parfois dans l'improvisation de dernière minute. Des collègues convoqués en lettres ont dû quitter leur jury pour aller faire passer le grand oral, considéré comme prioritaire !

Pour le grand oral, le SNES-FSU constate aussi de multiples problèmes comme des convocations insuffisantes et de dernière minute mais aussi l'inadéquation de nombreux jurys aux spécialités présentées par les candidats.

En philosophie, la dématérialisation à marche forcée des copies a aussi entraîné de nombreux dysfonctionnements qui ont indignés les correcteurs, eux aussi surchargés de travail devant la réduction du délai de correction.

Ces dysfonctionnements sont graves et reflètent le mépris du ministère pour les enseignants mais aussi pour les élèves. Ils dévalorisent l'examen du baccalauréat déjà mis à mal par la grosse proportion de contrôle continu et les épreuves locales en cours d'année dès la première (EC) pour certaines disciplines. Le ministère et le gouvernement voudraient signer la mort du baccalauréat national et recourir au contrôle continu à 100%, ils ne s'y prendraient pas autrement.

Bien organisées, des épreuves nationales, terminales et anonymes sont la seule solution pour garder à cet examen sa valeur de diplôme national et pour permettre aux élèves de le préparer sur leurs années de lycée en toute sérénité et aux professeurs d'assumer pleinement leur travail d'enseignement. Il s'agit d'une volonté politique et des moyens à mettre en œuvre pour y arriver. Le SNES-FSU ne laissera pas saccager le baccalauréat pour aboutir au bac local. Il faut redonner du sens, de la crédibilité et de la valeur à ce que nous faisons dans les établissements scolaires.